

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Faire de 1958 une année de luttes et de victoires des travailleurs

(Suite de la première page)

à la guerre d'Algérie. Si elle n'a pas fait plus, ce n'est pas qu'elle ne voulait pas aller plus loin, c'est que les directions de ces organisations que des générations d'ouvriers ont construites ne lui ont pas montré la voie, ou ont torpillé ses élans.

Le Parti socialiste? Guy Mollet dénonce la droite française comme étant la plus stupide du monde, mais c'est avec son leader parlementaire, Duchet, qu'il négocie en privé, sans en rendre compte à son parti. Lacoste enseigne son « socialisme » aux Algériens, Commin affirme que le réalisme, c'est d'avoir de bonnes rampes de lancement.

Le P.C.F. était paralysé depuis un bon bout de temps; maintenant le voilà par-dessus le marché devenu aphone ou muet. Sa direction est à

A bas la répression!

« L'Humanité » défend à juste titre les jeunes militants qui se dressent les uns contre la guerre d'Algérie, les autres contre le général Speidel, mais son argumentation est d'un patriotisme écœurant.

Tandis que les fascistes qui s'efforçaient de monter des complots militaires et qui avaient tenté de tuer le commandant en chef des troupes françaises, le général Salan, et qui avaient réussi à tuer un des ses officiers d'état-major, obtiennent un non-lieu de la justice d'Alger, celle qui réprime à la chaîne, où les condamnations à mort s'ajoutent aux condamnations à mort, l'administration en France, sous les ordres du gouvernement, s'en prend à la liberté d'expression. Après « France-Observateur », ce sont « les Temps Modernes » qui viennent d'être saisis pour avoir reproduit un article que pouvait lire qui-conque s'était procuré l'organe du P.S. italien « Avanti ».

Si les protestations stalinienne sélectionnent ceux qu'elles défendent, les socialistes se gardent bien de dire quoi que ce soit au sujet de la répression.

Il faut, plus que jamais, que s'intensifie la lutte contre la répression — laquelle évidemment est une partie de la lutte contre la guerre d'Algérie — par une campagne de front unique.

la recherche d'un « compromis à gauche ». D'une session à l'autre du C.C., elle se demande: faut-il s'adresser d'abord aux radicaux pour parvenir aux socialistes ou, au contraire, d'abord aux socialistes pour étendre ensuite l'opération aux radicaux? Les uns et les autres se montrent rétifs aux appels et, surtout, dans un cas comme dans l'autre, les masses ne soutiennent pas de tels appels au « compromis ».

Après avoir fait beaucoup de bruit contre le réarmement allemand, elle n'a pas même l'idée d'engager une campagne contre les rampes de lancement, les vols de bombardiers munis de bombes H. Des savants anglais ont dit qu'un accident d'un tel avion ravagerait 150 kms carrés, soit un cercle de près de 15 kms de diamètre, la surface de Paris, sans qu'il y ait même explosion de l'engin. Cela se réduit à un écho perdu dans une page de « L'Humanité » au lieu d'être affiché largement sur les murs et diffusé par tracts à des millions d'exemplaires.

Sur l'Algérie, la direction Thorez est toujours plongée dans sa position criminelle d'abandon des masses algériennes pour ne pas choquer les partenaires recherchés dans la bourgeoisie et la social-démocratie.

Cette situation sème du découragement et de l'indifférence chez certains; mais comme la classe dans son ensemble n'est pas vaincue et a montré des possibilités de combat, sous l'apathie actuelle mûrit une crise de très grande envergure qui peut trouver une issue positive. Toutefois, les masses pourront peut-être spontanément se lancer dans la bataille, mais rien ne le garantit.

Par elle-même la classe ouvrière peut aller jusqu'à un certain point; mais pour aller au-delà, il faut que son avant-garde lui montre la voie. La situation paraît lourde, et pourtant il couve des explosions grandioses. Internationalement des contradictions gigantesques doivent trouver une solution, et, si 1957 paraît terne après les ébranlements qui marquèrent 1956, la nouvelle année s'annonce comme devant être riche de grands combats. Ce qui peut le plus inspirer confiance aux masses pour s'engager dans la bataille, ce serait de voir que, dans leur avant-garde, c'est-à-dire parmi

La Conférence du Caire

(Suite de la première page)

lements se soient produits, bien que la politique soviétique soit d'appuyer les gouvernements de la bourgeoisie indigène. Car ceux-ci, pour leur part, tout en étant prêts à accepter cet appui, désirent garder quelques portes ouvertes du côté de l'impérialisme.

Nous avons souvent dénoncé la politique du gouvernement soviétique parce qu'elle ajoute, à l'aide matérielle aux gouvernements des bourgeoisies indigènes, un appui politique consistant essentiellement à mettre, par l'intermédiaire des PC ou d'autres organisations d'obédience stalinienne, les masses ouvrières et paysannes pauvres à la remorque de la bourgeoisie indigène, à leur faire renoncer à leurs propres revendications au profit du programme de la bourgeoisie indigène. Il est également très vraisemblable que la diplomatie soviétique ait l'intention d'utiliser le mouvement créé au Caire, par son secrétariat dans lequel l'U.R.S.S. se trouve représentée, d'une façon analogue au « Mouvement de la paix », sous une forme appropriée aux pays d'Asie et d'Afrique. Cette politique de la diplomatie soviétique est au plus haut point néfaste; les bourgeoisies indigènes sont soucieuses de supprimer l'exploitation impérialiste avant tout pour la remplacer par la leur. Leurs projets d'expansion économique de leurs pays respectifs ne sont pas dictés en premier lieu par le bien-être des masses indigènes, mais par la nécessité de créer des marchés leur permettant de s'enrichir davantage.

La politique de la diplomatie soviétique n'a pas varié d'un iota sur cette question décisive des rapports entre les masses et la bourgeoisie indigène. Et elle ne variera pas parce que la bureaucratie soviétique — contrairement à ce qu'affirment pour effrayer l'opinion publique petite bourgeoisie, la bourgeoisie et ses agents — ne vise pas la révolution mondiale mais un équilibre avec le monde capitaliste et, pour y parvenir, la bureaucratie soviétique tente d'utiliser la pression des mouvements de masse.

Mais, si elle n'a pas varié sur une question aussi décisive, la politique soviétique au Caire a été marquée par une audace plus grande sur deux points qui sont loin d'être négligeables. D'une part, elle a ouvertement encouragé les pays sous-développés à nationaliser leurs richesses nationales, actuellement propriétés impérialistes. D'autre part, elle s'est déclarée prête à fournir une aide économique du même type que celle accordée à la Syrie, c'est-à-dire à des conditions financières modiques et sans attache politique — véritablement

une aide désintéressée par comparaison avec l'impérialisme, ce qui ne veut pas dire qu'une telle aide ne rapporterait pas à l'U.R.S.S. une sympathie et un rayonnement politiques. Ce ton nouveau de la politique soviétique s'explique très bien par la situation nouvelle, par le développement de l'économie soviétique sur le plan de l'industrie lourde, par son avance dans des domaines décisifs, par le rythme de sa progression. Ces mêmes facteurs qui posent en U.R.S.S. même des problèmes qui ne seront résolus que par l'abolition du pouvoir bureaucratique et le rétablissement de la démocratie soviétique dans un pouvoir basé sur les Conseils, ces facteurs donnent dès maintenant une assurance grandissante aux gouvernants de l'U.R.S.S., parce que les impérialistes, bien qu'ils aient encore d'énormes ressources, sont moins capables, par leur nature même, d'améliorer considérablement leurs rapports avec les pays sous-développés.

Les propositions soviétiques formulées au Caire ont été adressées en premier lieu aux gouvernements et aux bourgeoisies indigènes, dans le sens que nous avons indiqué plus haut. Mais, la Conférence du Caire a et aura surtout des résonances dépassant ces objectifs auprès des masses des pays colonisés et de ceux qui viennent d'accéder à l'indépendance politique. Ces masses, fort heureusement, n'auront nullement tendance à s'aligner sur les objectifs de la diplomatie du Kremlin. Elles n'ont aucune tendance à mettre des formes pour procéder à des nationalisations, elles considèrent non pas qu'elles ont là quelque chose à racheter, mais des biens volés à récupérer. En matière de rapport de forces, il est même à présumer que l'aspect spectaculaire des progrès soviétiques — comme le lancement des spoutniks — a plutôt pour effet de leur faire exagérer la variation du rapport des forces, d'attribuer une supériorité plus grande encore à l'U.R.S.S., de minimiser les forces américaines, et leur élan révolutionnaire s'en trouve encore davantage stimulé.

C'est dans ce sens que la Conférence du Caire, indépendamment de ce qui relève des calculs et opérations de la part des gouvernements, est un événement encore beaucoup plus important que ne l'a été la Conférence de Bandoung. Et on peut être certain que les décisions qui y furent prises d'une aide accrue aux Algériens, aux Kamérunais, aux Cypriotes, etc., ne resteront pas lettre morte.

Il est grand temps que les travailleurs des métropoles s'inspirent de la révolution coloniale.

les militants communistes, il se manifeste un courant sérieux pour défendre une politique de classe; d'y voir grandir la volonté de substituer à des dirigeants carents, dépassés ou traités, de nouveaux dirigeants lui faisant confiance ainsi qu'aux militants, dans un parti fonctionnant démocratiquement. A présent beaucoup dépend de l'audace, de l'initiative et de la volonté des militants les plus conscients pour rassembler les énergies qui cherchent et se cherchent, afin d'enrayer les phénomènes négatifs que l'on aperçoit et de libérer les forces révolutionnaires qui sont accumulées.